

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDD-15: MERCREDI 2 MAI 2007

Mercredi matin, les délégués se sont réunis dans des séances parallèles pour poursuivre les discussions autour des rubriques thématiques de l'énergie au service du développement durable et des changements climatiques, et pour examiner les interconnexions et les thèmes transversaux, y compris les moyens d'exécution. Le projet de document de négociation révisé a été distribué à 15 h 00 et, à partir de là, les délégués se sont réunis dans les couloirs et dans des réunions régionales et de groupes d'intérêt pour élaborer leurs réponses. Les négociations commenceront jeudi, et seront organisées en deux groupes de travail spéciaux. Le Groupe de travail 1 se penchera sur les questions de l'énergie au service du développement durable et de la pollution de l'air et l'atmosphère. Le Groupe de travail 2 examinera le développement industriel, les changements climatiques, les interconnexions et les thèmes transversaux.

INTERCONNEXIONS ET THEMES TRANSVERSAUX

Cette session a été modérée par le vice-président de la CDD-15, Jiří Hlaváček (République tchèque).

Le Pakistan, au nom du G77/CHINE, appuyé par l'INDONESIE, a parlé du fossé entre l'intention et la réalité de la mise en œuvre des accords multilatéraux et a fait part de ses réserves quant à l'absence de progrès dans le Plan stratégique de Bali pour l'appui technologique et le renforcement des capacités. En vue d'impulser la mobilisation des ressources financières, il a proposé de simplifier les procédures de communication des données, relevant des mécanismes de financement multilatéraux. Appuyé par l'AFRIQUE DU SUD, il a suggéré de réexaminer les Aspects des droits de propriété intellectuelle, touchant au commerce (TRIPS) et autres lois régissant la propriété intellectuelle, de manière à y permettre l'accroissement des transferts de technologies. L'Allemagne, au nom de l'UE, a déclaré que les mécanismes de financement augmentent l'investissement dans les technologies énergétiques propres et, appuyée par la TURQUIE, a appelé à la création d'un environnement favorable aux partenariats entre les secteurs public et privé.

Le délégué des ETATS-UNIS D'AMERIQUE a présenté le Processus de Marrakech comme modèle pour le travail de la CDD, le qualifiant de programme pragmatique intégrant dialogue, étude de cas et lignes directrices volontaires.

Grenade, au nom de l'AOSIS, appuyée par les ILES SALOMON, a appelé à la création d'un réseau d'échange d'information pour les PEID et à une police d'assurance couvrant les catastrophes naturelles liées aux changements climatiques. Le

représentant a également encouragé les délégués à apporter leur appui à l'insertion d'un libellé appelant à la mise en application de la Stratégie de Maurice.

ISRAËL a donné des détails sur son travail dans le domaine du développement durable et, appuyé par les FEMMES, l'UE, l'AFRIQUE DU SUD et l'ITALIE, a souligné l'importance de la parité homme-femme.

La CHINE a encouragé les gouvernements à traduire les propositions générales en engagements en faveur, entre autres, de la mobilisation des ressources financières, du transfert des technologies et de la parité homme-femme. Le CANADA, le CHILI et d'autres ont souligné le besoin d'un accent plus prononcé sur la bonne gouvernance et sur la création d'environnements politiques favorables. CUBA a présenté la consommation excessive et la pollution comme étant les principaux facteurs causaux des problèmes en discussion. La REPUBLIQUE DE COREE a décrit un processus "d'apprentissage et d'évaluation" des bonnes pratiques, impliquant huit pays asiatiques. L'ITALIE a donné un aperçu du travail du Groupe d'action sur la sensibilisation à la consommation durable. TONGA a passé en revue les défis particuliers posés aux PEID, tels que la vulnérabilité aux catastrophes naturelles. La SUEDE a souligné l'importance de la consommation durable dans les pays industrialisés et en développement, et a décrit les efforts en cours du Groupe d'action sur les modes de vie durables. La SUISSE a souligné l'importance de la création d'environnements politiques favorables, et la vulnérabilité des écosystèmes montagneux et leur importance pour les ressources en eaux douces. Elle a également souligné la nécessité de fournir aux populations des zones montagneuses une énergie abordable. Le JAPON a parlé des liens entre les sécheresses et les crues et l'accès à l'eau salubre. L'INDE a appelé à une évaluation des mécanismes de financement multilatéraux pour réduire les coûts de transaction.

Déclarant que le projet de document de négociation du président ressemble à "une liste de desiderata," l'AFRIQUE DU SUD a précisé que le document ne comporte pas d'engagements précis et qu'il ne rend pas compte des principales priorités de l'Afrique, qui englobent l'hydroélectricité et l'énergie nucléaire.

Le délégué des COMMERCE ET INDUSTRIE a apporté son appui au transfert des technologies, et a identifié les éléments d'un environnement politique favorable à l'attraction de leurs ressources, telles que des marchés ouverts et la protection de la propriété intellectuelle. Le délégué des AGRICULTEURS a souligné la nécessité pour les technologies et les connaissances de s'adapter aux changements climatiques. La représentante des JEUNES ET ENFANTS a appelé les enseignants à acquérir la formation requise, et à l'intégration de la sensibilisation au développement durable dans les programmes, à partir de l'école primaire. L'OIT a

souhaité voir le résultat négocié final refléter le chapitre consacré aux normes internationales du travail, de la Déclaration ministérielle de l'ECOSOC de 2006. Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a déclaré que le transfert des technologies devrait englober les programmes de formation. Le représentant des ONG a fait objection à l'énergie nucléaire, et a appelé à l'élimination des subventions accordées dans le secteur de l'énergie, d'ici 2010.

L'ENERGIE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Cette séance, modérée par la vice-présidente de la CDD-15, Frances Lisson (Australie), a été une continuation de la discussion de mardi matin. Au sujet du projet de document de négociation du président, FIDJI, NAURU, la PAPOUASIE NOUVELLE GUINEE et SAMOA ont appelé à l'insertion d'une référence directe à la poursuite de la mise en œuvre de Stratégie de Maurice. Le DANEMARK et la JORDANIE ont appelé la CDD à introduire le mécanisme d'évaluation de 2010 et 2015, comme proposé par la Coalition de Johannesburg sur l'Energie renouvelable. L'AZERBAÏDJAN a apporté son appui au libellé appelant au transfert de technologies propres de combustibles fossiles, et la TURQUIE a suggéré d'insérer une référence à l'hydroélectricité. Le BURUNDI a mis l'accent sur les questions particulières à la région des Grands lacs en Afrique, et le BENIN a appelé à un document final contenant des propositions de politiques qui facilitent l'accès à une énergie abordable.

Au sujet des énergies renouvelables, plusieurs pays ont fait état de leurs objectifs intérieurs, SAMOA a souligné que les technologies doivent être adaptées aux conditions des pays insulaires, et la MALAISIE a appelé les pays à adopter des objectifs assortis de calendriers précis. Au sujet des assortiments d'énergies, l'AZERBAÏDJAN, la LIBYE et l'ARABIE SAOUDITE a souligné la complémentarité entre les combustibles fossiles et les énergies renouvelables, et le PAKISTAN a plaidé pour la poursuite de l'exploration et de la mise au point des options d'énergie renouvelable et d'énergie nucléaire. La LIBYE a recommandé le recours au gaz naturel pour réduire les émissions, et la TURQUIE a souligné l'importance des technologies de charbon propres.

Au sujet des questions intérieures, le BURKINA FASO a souligné la nécessité d'évaluer les coûts des technologies propres. Faisant état des mauvaises pratiques des compagnies pétrolières dans les pays producteurs, l'AZERBAÏDJAN a apporté son appui à l'idée de mettre en place des stratégies pour l'actualisation de la responsabilité sociale des entreprises. La PALESTINE a parlé de son incapacité d'exploiter ses ressources naturelles, à cause de l'occupation étrangère et de la destruction de ses centrales électriques. FIDJI et NAURU ont apporté leur appui à l'idée d'intégrer les perspectives féminines dans les objectifs en matière d'énergie, et le BOTSWANA a souligné le besoin d'impliquer les femmes dans la sélection et la conception des technologies renouvelables. ONU-HABITAT a recommandé la mise en place de programmes d'électrification des taudis et la diffusion des bonnes pratiques de couverture des besoins énergétiques des pauvres des zones urbaines.

Plusieurs pays ont parlé de la valeur des programmes nationaux d'électrification des zones rurales. Le BANGLADESH et le KENYA ont souligné l'importance de l'intégration régionale pour s'assurer de la sécurité énergétique. OMAN a présenté ses accomplissements à l'échelon national, dans le domaine de la fourniture de l'accès à l'énergie pour usage industriel. Le SENEGAL a présenté un rapport sur sa politique énergétique nationale, et a appelé au renforcement des capacités dans le secteur de l'énergie, de l'aide financière et du transfert des technologies.

Le Royaume-Uni a encouragé les gouvernements à faciliter l'accès aux mécanismes de financement, à la promotion des partenariats pluripartites et la négociation d'un résultat ambitieux de la

CDD. Le délégué des PAYS-BAS a suggéré que le DAES élabore un collationnement des contributions et des engagements nationaux. La COMMISSION EUROPEENNE a souligné le lien entre les changements climatiques et les politiques énergétiques, et a expliqué la manière dont les initiatives de l'UE sont en train d'être traduites en résultats concrets. L'UICN a encouragé la conduite d'évaluation des politiques, projets et technologies énergétiques et la réduction des pressions exercées sur les écosystèmes, à cause des politiques énergétiques. L'OPEP a mis en exergue les recherche et développement, le renforcement des capacités, le transfert des technologies et les bonnes pratiques.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Cette séance, modérée par le vice-président de la CDD-15, Alain Edouard Traore (Burkina Faso), a été la continuation de la discussion de mardi après-midi.

La représentante des FEMMES a encouragé les gouvernements à promouvoir l'intégration de la parité homme-femme dans les politiques et les programmes de lutte contre les changements climatiques. Elle a fait objection à l'énergie nucléaire, a mis en garde contre l'idée de se concentrer sur les combustibles fossiles, et a souligné le besoin de créer une dynamique en faveur des technologies énergétiques renouvelables sûres.

Le porte-parole des COMMUNAUTÉS SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES a souligné la nécessité d'une action dans le domaine de l'atténuation et de l'adaptation, et a suggéré, à cette fin, de renforcer entre autres, le soutien apporté aux sciences, le financement gouvernemental accordé à la recherche, et la coopération internationale.

La représentante des JEUNES ET ENFANTS a déclaré que la problématique que des changements climatiques devrait être traitée dans un cadre éthique et moral, et a recommandé l'adoption d'objectifs assortis de calendriers précis, la mise en place de mesures d'atténuation, d'adaptation et de programmes de sensibilisation. Elle a également appelé les gouvernements à impliquer les jeunes et les enfants dans la conception des politiques.

Signalant que les villes sont partie et du problème et de la solution des changements climatiques, ONU-HABITAT a encouragé la conduite de planifications urbaines responsables. Il a recommandé, entre autres, des normes plus strictes en matière de rendement énergétique dans les domaines du transport et du bâtiment.

Faisant état du nombre limité de projets relevant du Mécanisme pour un développement propre (MDP) dans les régions arabes, l'ORGANISATION DES PAYS ARABES EXPORTATEURS DE PETROLE (OAPEC) a souligné le besoin d'une répartition géographique équitable des projets MDP et d'un renforcement des capacités institutionnelles nationales. La représentante a apporté son appui à l'intégration de projets de piégeage et de fixation du carbone dans le MDP, au renforcement des mécanismes de financement relevant de la CCNUCC et du Protocole de Kyoto, et à l'atténuation des effets des politiques et mesures adoptées par les pays industrialisés pour honorer leurs engagements climatiques.

DANS LES COULOIRS

Il y a eu une petite bousculade au moment où les délégués s'étaient précipités pour obtenir les copies de la version révisée du projet de texte de négociation du président, arrivée à la Salle de conférence 2 une heure après l'heure fixée. La plupart ont quitté la salle immédiatement, mais certains y sont restés à scruter le texte et à le comparer à la version précédente. Les premières réactions ont été intelligiblement circonspectes. A certains, le papier a semblé être une amélioration, du moins du point de vue forme. Les chapitres distincts consacrés aux PEID et à l'Afrique, bien que courts, y sont apparus comme étant une évolution bienvenue, de même que les chapitres portant sur les moyens d'exécution. Toutefois, à ce stade précoce, les participants étaient réticents à faire part de leurs observations sur le fonds, même si un délégué a fait observer que "ce texte semblait être meilleur."